

CHAPITRE II

Aux Tuileries. — « La solution des questions insolubles. » — L'Empereur. — L'Impératrice. — M. de Morny. — Le Mexique. — Proclamation de l'indépendance. — L'Empire d'Iturbide. — La République. — Révolutions et pronunciamientos. — Opinion du général Paredes. — Lutttes des partis. — Comonfort. — Le plan de Tacubaya. — Juarez. — Les étrangers au Mexique. — M. de Gabriac. — M. Dubois de Saligny. — Griefs de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et des Etats-Unis. — Sir Charles Wyke. — Incident du 14 août 1861. — Prétexte pour l'intervention. — Les Etats-Unis invités à s'y associer. — Propositions du cabinet de Washington. — Convention du 31 octobre 1861. — Lettre de M. Seward.

Un certain soir, en 1868 ou 1869, dans une réunion intime aux Tuileries, l'Empereur, l'Impératrice et quelques personnes de leur entourage immédiat jouaient aux « petits papiers ». Et le hasard ayant amené entre les mains de Napoléon III cette question : « Quelle est votre occupation favorite ? » on rapporte qu'il écrivit au-dessous : « Chercher la solution de problèmes insolubles ».

Vraie ou fausse, l'anecdote est, en tous cas, fort vraisemblable, à la condition toutefois de voir dans cette boutade moins l'indication d'une tendance de

l'esprit que la constatation d'un fait. Car les problèmes que Napoléon III chercha à résoudre méritaient assurément qu'on se préoccupât de leur trouver une solution ; malheureusement, dans le domaine de la politique, la bonne volonté ne suffit pas pour atteindre le résultat souhaité, et les événements se prêtent souvent fort mal aux combinaisons les plus généreuses ; l'histoire en offre maint exemple.

Napoléon III ne fut point heureux dans la plupart de ses entreprises ; ses insuccès répétés et les douloureuses circonstances au milieu desquelles sombra son trône ont donné beau jeu à ses adversaires pour l'attaquer et au besoin le calomnier. C'est le sort commun réservé à ceux qui ne réussissent point, mais l'histoire ne se laisse pas prendre à ces déclarations partiales et passionnées, et le temps est venu d'en parler « sans haine et sans crainte », d'autant que le caractère de l'Empereur est aujourd'hui plus connu, et que l'on peut juger l'homme tout entier et non point tel ou tel de ses actes.

Ce qui dominait chez Napoléon III, en dehors de sa haute intelligence et de sa grande bonté, c'était une façon de froideur à la fois sereine et grave, et qui se mêlait en lui à une opiniâtreté voisine parfois de l'entêtement. Ses contemporains, habitués à se payer de mots, n'ont voulu y voir qu'une sorte de fatalisme.

Ce jugement ne me paraît point exact. Un fataliste n'eût point passé son temps à chercher la solution de problèmes même insolubles ; il l'eût attendue dans une quiétude orientale, d'autant qu'un trône, comme celui de France, est une situation commode pour attendre sans trop de déplaisir.

Au lieu de cette indifférence, Napoléon III a pensé, et il a agi. Est-ce là le rôle d'un fataliste ? Et ne serait-il pas plus juste de voir en lui un optimiste, c'est-à-dire un homme qui concevait des pensées hautes et généreuses, et qui avait trop foi dans les destinées de l'humanité pour douter jamais du succès final ? Pour ma part, j'incline fort à le croire.

Sans approuver l'excessive flatterie d'Edmond About qui lui dédiait son livre *Le Progrès* comme *A l'auteur de tous les progrès*, je suis convaincu que jamais Napoléon III n'avait oublié cette phrase écrite dans sa jeunesse : « Suivez les idées de votre temps, elles vous entraînent ; combattez-les, elles vous renversent ; précédez-les, elles vous soutiennent ». Sa préoccupation constante fut de précéder les idées de son siècle ; pourquoi, si son siècle en a eu de mauvaises, n'en rejeter que sur lui la faute ? A part quelques rares hommes d'un génie supérieur, il est plus vrai de dire que le siècle influe sur l'homme que l'homme sur le siècle.

Mais la vraie cause de ses insuccès est ailleurs. Les grands et vastes desseins sont accessibles à un nombre d'esprits forcément restreint ; et, comme il est impossible de mettre dans la confiance une nation tout entière, il faut, pour l'exécution et la réussite de ces desseins, ou posséder un pouvoir absolu ou inspirer une absolue confiance.

Le Comité de Salut public, par ses mesures impitoyables, a obtenu l'un ; Napoléon I^{er}, par sa main de fer et l'ascendant de son génie, a conquis l'un et l'autre ; et, quand nos soldats entraient à Mayence, à Milan, à Berlin ou à Vienne, ils ne trouvaient pas,

affichées sur les murs de ces villes prises par eux, les protestations de leurs compatriotes. Nos ennemis du dehors n'avaient point alors d'amis chez nous.

La pensée qui a guidé Napoléon III dans l'affaire du Mexique était une pensée grande, généreuse et politique, et les documents nombreux et inédits, que l'on trouvera au cours de ce récit, apporteront sur ce point des clartés qu'on ne pourrait méconnaître qu'à la condition de se boucher les yeux.

Frappé des immenses développements qu'avaient pris les Etats-Unis, depuis qu'avec l'aide des Français, ils avaient secoué le joug de l'Angleterre et conquis leur indépendance, l'Empereur voyait dans cette nation qui n'avait point cent ans d'existence et qui déjà possédait la suprématie dans son continent, une menace et un péril pour l'ancien monde. Que deviendrait l'Europe, — et l'on peut dire aujourd'hui : que deviendra l'Europe ? — que deviendrait l'Europe si cette population de marchands, riche parce qu'elle travaille, forte parce qu'elle est riche, se servait de ses navires de guerre et de ses navires de commerce pour dominer le vieux continent et lui imposer les produits de son agriculture et de son industrie ?

Cette question redoutable préoccupait l'Empereur.

A ce moment venait d'éclater une crise formidable dans cette nation sans cesse grandissante. Le Sud se battait contre le Nord : on se serait cru en Europe. Ne fallait-il pas profiter d'une telle occasion pour tendre la main au parti le plus faible, le soutenir dans la lutte et amener une scission définitive ? L'instant était bien choisi, et le Mexique servait tout à la fois de prétexte pour intervenir et de pivot pour la

combinaison à tenter. Si l'on pouvait former dans cette ancienne colonie espagnole un grand empire latin, n'arriverait-on pas à arrêter la marche envahissante des Etats-Unis? Toutes les chances semblaient favorables.

Mais pour réussir, il fallait faire immédiatement les sacrifices nécessaires. L'Empereur le voudrait-il? Le pourrait-il? Car le métier de conquérant est un métier difficile, et attaquer des villes fortifiées sans grosse artillerie, livrer cent combats sans troupes de rechange et de renfort, occuper un pays immense avec quelques bataillons, voilà qui est incontestablement, de tous les problèmes insolubles le plus insoluble qui soit au monde...

A côté de l'Empereur, dominé par son idée et séduit par sa grandeur indiscutable, l'Impératrice obéissant à d'autres mobiles, poussait également de toutes ses forces à l'expédition.

Elle recevait souvent aux Tuileries les Mexicains exilés qui lui peignaient, dans la douce langue de son enfance, leurs tristesses et les malheurs de leur patrie. Membres du parti clérical, ils identifiaient leur cause avec celle de la religion et du clergé, et ils contaient longuement à l'Impératrice les persécutions dont les catholiques étaient l'objet là-bas.

Il n'en avait pas fallu davantage pour que sa piété et sa compassion se laissassent séduire par ces lamentations de proscrits; aussi, quand, encouragés par cet accueil bienveillant, ceux-ci avaient fait entrevoir la possibilité d'un changement, grâce à l'appui de la France, ils avaient trouvé en elle une alliée convaincue et gagnée. Il serait glorieux, pensait-elle,

pour la France, et pour la nation qu'elle s'obstinait à regarder comme la fille aînée de l'Eglise, de rétablir l'ordre au Mexique et d'y remettre toute chose en sa place.

Elle insistait auprès de l'Empereur pour qu'il se lancât au plus vite dans cette noble entreprise. De quoi s'agissait-il après tout? De renverser une faction qui opprimait le pays. Aux dires des exilés, il suffirait d'une promenade militaire. Comment refuser cette facile satisfaction aux sollicitations de ces malheureux?

Et les conseillers, d'ordinaire prudents, sceptiques et mieux avisés, qui ne manquaient pas aux Tuileries, ne s'opposaient point cette fois à ces rêves de l'Empereur, à ces désirs de l'Impératrice. M. de Morny approuvait l'intervention. Que dis-je? M. de Morny poussait à l'intervention.

Il n'y a plus à douter que M. de Morny n'ait eu un intérêt personnel dans l'affaire. On connaît l'histoire des bons Jecker; on ne connaît même généralement que cela. Jecker était ce banquier suisse qui réclamait au gouvernement mexicain une somme des plus considérables et qui avait su intéresser à sa réclamation l'homme d'Etat, dont l'influence était alors si grande sur la politique du second Empire.

Mais là encore il faut ramener les choses à leurs proportions exactes et se bien garder, sous prétexte de n'être point dupe, de ne voir qu'un petit côté de la vérité grossi outre mesure. La vérité n'est la vérité qu'autant qu'on la voit tout entière; or, supposer qu'une spéculation fut la cause unique et première de l'intervention, c'est aller contre des données

les moins douteuses. M. de Morny lui-même n'aurait jamais eu la pensée de commencer une lointaine et incertaine expédition militaire pour quelques millions à recueillir hypothétiquement. Non, mais ce qu'il faut reconnaître, c'est que, l'expédition étant résolue pour les motifs exposés plus haut, il eut le tort d'y greffer cette spéculation accessoire.

Il en est souvent ainsi d'ailleurs, et ce n'est ni la première ni la dernière fois que de petits intérêts et de petits calculs se joignent aux grandes choses. Cette question d'argent vint se placer à côté, et profita moins de l'expédition qu'elle ne lui nuisit. Elle ne contribua pas peu à en amener l'échec, car elle la rendit impopulaire et accrut les difficultés auxquelles elle se heurta; mais il n'est pas téméraire de dire que sans elle les choses au fond n'eussent point été changées. La politique qui conduisait à l'intervention était pratiquée depuis longtemps déjà par M. de Gabriac, notre ministre plénipotentiaire, et M. Dubois de Saligny, nommé à sa place par l'influence de M. de Morny, n'avait qu'à suivre son prédécesseur dans la voie tracée.

Mais, avant de continuer le récit des événements, il importe de faire connaître ce qu'était le pays sur lequel, en Europe, on faisait tant de projets, et il sera bon de tracer un court historique des vicissitudes de son histoire intérieure, pour montrer quelle erreur fondamentale fit, dès le début, dévier notre politique, et compromit si gravement les chances d'une expédition qui, même aux yeux de gens prudents, s'annonçait tout autrement.

Le Mexique est un magnifique territoire de 1,276,223

kilomètres carrés, s'étendant entre les deux Amériques, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, et renfermant alors, d'après le recensement de 1858, plus de huit millions d'habitants.

Cette population était loin d'être homogène: la plus grande partie, environ quatre millions et demi, était composée d'Indiens; les blancs, descendant des Européens, figuraient, pour un million, le reste comprenait des métis ou mulâtres et quelques milliers de nègres. Les étrangers étaient, en 1858, au nombre de 9,234, dont 5,141 Espagnols, 2,048 Français, 615 Allemands et 444 Américains du Nord.

Le Mexique, conquis par Fernand Cortez en 1519, resta longtemps sous la domination de l'Espagne, mais à la fin du XVIII^e siècle, l'exemple des Etats-Unis, excitant ses désirs d'indépendance, l'encouragea à secouer le joug qui pesait sur lui depuis trois siècles. Diverses tentatives, mal conçues ou mal dirigées échouèrent; l'on put croire toutefois, lorsque les Bourbons furent renversés du trône d'Espagne en 1808 et remplacés par Joseph, que la colonie profiterait d'une si belle occasion pour rompre le lien qui l'unissait à la métropole. Il n'en fut rien, et les Mexicains donnèrent un exemple inattendu de loyalisme en refusant de reconnaître le frère de Napoléon et en se ralliant tous à leur roi captif. Bien plus, ils envoyèrent des sommes considérables pour aider les Espagnols dans leur lutte contre l'invasion.

Une telle conduite eût dû leur mériter un traitement de faveur; ils y comptaient bien, mais leurs espérances furent cruellement déçues. Délivrée du péril, l'Espagne oublia le service reçu, et se borna à

accorder à ses colonies d'outre-mer vingt-six représentants aux Cortès Constituantes, soit un député par million d'habitants, tandis que la métropole s'en attribuait un par 50,000 âmes. Cette ingratitude réveilla les velléités d'indépendance qui sourdaient dans tous les cœurs mexicains ; un humble prêtre donna le signal du soulèvement.

Le 16 septembre 1810, Miguel Hidalgo, curé du village de Dolores, appela ses compatriotes aux armes ; quarante mille Indiens se levèrent à sa voix. A la tête de cette armée, il marcha contre les Espagnols, les battit au mont de *las Cruces* (30 octobre) et s'avança sur Mexico. Malheureusement il ne put, avec ces bandes mal organisées, soutenir son effort ; il fut battu à son tour, et, fait prisonnier, il fut fusillé le 27 juillet 1811. Son ami, le curé Morelos, aidé de l'avocat Ignacio Rayon, recommença la lutte, l'année suivante, et s'empara d'Orizaba et d'Oaxaca. Le 6 novembre 1813, un congrès réuni à Chilpanzingo proclama l'indépendance du Mexique, proclamation plus théorique que réelle, car les Espagnols eurent raison de ce second soulèvement comme du premier. Morelos, tombé en leur pouvoir, fut fusillé le 22 décembre 1815, et Rayon subit le même sort avec d'autres chefs de la révolte, tels que Teran, Mina, etc.

Ces morts n'arrêtèrent pas le mouvement, que reprirent des hommes intrépides, Guerrero, Matamoros, Guadalupe, Victoria ; enfin Iturbide parvint à chasser les dernières troupes espagnoles : le pays était délivré (mars-avril 1822).

Mais Iturbide avait plus travaillé pour lui que pour le Mexique ; il se fit proclamer empereur le 18 mai.

Ses anciens compagnons de lutte se tournèrent aussitôt contre lui, le renversèrent et le chassèrent. Il n'accepta point sa défaite et essaya de reconquérir sa couronne ; il échoua et périt à son tour sous les balles d'un peloton d'exécution (1824). La république fut proclamée.

Malgré ces querelles intérieures qui eussent facilité un retour offensif de sa part, l'Espagne, déchu de sa grandeur passée, n'était plus capable de reconquérir sa colonie révoltée ; en 1836, elle se résigna à reconnaître officiellement l'indépendance du Mexique. Mais le peuple mexicain ne jouit point tout de suite du bonheur qu'il avait espéré et qu'il croyait avoir acheté au prix de douloureux sacrifices et du sang versé de ses meilleurs enfants. Le plus grand changement qu'apporta dans son existence la substitution du régime républicain autonome à la domination espagnole fut qu'il fut malheureux sous des maîtres indigènes au lieu de l'être sous des maîtres étrangers.

Le Mexique, en effet, venu à la liberté soudainement et sans transition, après de longs siècles d'oppression, n'avait ni la sagesse ni l'expérience nécessaires pour se donner une constitution et y rester fermement attaché. Aussi ces citoyens, nouvellement nés à la politique, et se lançant au hasard dans l'application des théories nouvelles de législateurs improvisés, ont-ils dépensé les quarante premières années de leur indépendance en tâtonnements stériles, en luttes ardentes et en dissensions intestines.

Il serait superflu de rappeler ici tous les chefs de